



L'événement

Incompréhension autour de la fin du masque à l'école

Sur la quarantaine de départements où les élèves du primaire pourraient enlever le masque, le nombre de cas chez les 6-10 ans dépasse le seuil d'alerte.

La décision était attendue, mais elle génère aussi incompréhension et inquiétude. La semaine dernière, le gouvernement a annoncé la fin du port du masque à l'école primaire, à compter du 4 octobre, dans les départements les moins touchés par l'épidémie, c'est-à-dire là où le taux d'incidence se stabilise en dessous du seuil de 50 pour 100 000 habitants. Actuellement, 41 départements sur 101 seraient concernés. Mais, pour certains syndicats du primaire, cette levée partielle semble précipitée. « *Le masque dans le premier degré, pour des élèves qui ne sont pas vaccinés, est le seul geste barrière que nous avons. Envisager son abandon peut paraître imprudent, dans la mesure où le taux d'incidence chez les petits de cet âge est le plus élevé* », a réagi Guislaine David, la secrétaire générale du Snuipp, premier syndicat du primaire.

De fait, selon les territoires, le taux d'incidence parmi les élèves de primaire se révèle plus important qu'en population générale, excédant souvent le fameux seuil d'alerte. Si l'on prend la semaine du 13 au 19 septembre, on totalisait, au niveau national, 126,9 nouveaux cas positifs au Sars-CoV-2 chez les 6-10 ans pour 100 000 habitants. Alors que, tous âges confondus, l'indicateur descendait à 72,8 pour 100 000. Ces écarts se vérifient à l'échelle des départements qui pourraient être concernés par la fin du port du masque : dans le Morbihan, le taux d'incidence en population générale est de 44,1 pour 100 000, alors

que, pour la seule tranche des 6-10 ans, il est de 160. Idem dans le Puy-de-Dôme, avec 139,6 nouveaux cas positifs chez les enfants.

Autant dire que le message envoyé par le gouvernement interpelle. Pourquoi relâcher les gestes barrières dans le seul groupe de la population non vaccinée ? « *C'est une logique assez étrange car, à partir du moment où la circulation du virus est très faible, on aurait pu penser que le port du masque ne serait plus obligatoire pour toute la population du territoire concerné. On a bien compris le souci du gouvernement de protéger l'éducation des enfants, mais ça reste perturbant* », a réagi l'épidémiologiste Antoine Flahault, interrogé par le magazine *Capital*. D'autant que le Conseil scientifique a alerté dans son dernier avis de septembre sur la « *perspective d'une circulation virale forte chez les mineurs dans les semaines qui viennent* ». D'où l'intérêt de faire des dépistages systématiques et hebdomadaires à l'école primaire. Sauf que, dans les faits, on est bien loin des 600 000 annoncés : entre le 17 et le 23 septembre, seuls 159 828 tests ont été réalisés. Mais cela permet à l'éducation nationale de communiquer sur la baisse des cas...

A. C.

**Le taux
d'incidence
parmi les élèves
de primaire
se révèle plus
important
qu'en population
générale.**

